

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1947

31 juillet 2015

SOMMAIRE

Aviabel Re	93424	Compagnie du Charmont	93431
Aviabel Re	93424	Convert S.à r.l.	93431
Axa World Funds II	93423	Coravit AG	93430
AZU s.à r.l.	93423	CORAVIT AG und Co. KG	93430
Bamolux S.à r.l.	93418	Credicorp Capital Asset Management Fund	93428
Barclays Aegis Investments S.à r.l.	93419	Crilux S.A.	93429
Barclays Aegis Investments S.à r.l.	93419	Crown Properties S.A.	93429
Bauvalto S.A.	93418	D.T.L.C. S.A.	93429
Bay Light Holdings Sarl	93420	D.T.L.C. S.A.	93430
BCK Luxembourg S.à r.l.	93419	ElleGé LGIT S.A.	93451
Beauregard Capital Sicav	93420	ElleGé S.A.	93452
Beckman Luxembourg S.à r.l.	93420	Emery Kaze Company	93452
Berlin, Kurfürstendamm 231 Beteiligung A S.à r.l.	93420	Encore Plus Properties II S.à.r.l.	93452
B.G.I. S.A.	93423	Enter Sake Luxembourg S.à.r.l.	93448
B.R.E. S.A.	93423	Eurocash-Fund	93432
Butterfly AM S.à r.l.	93417	ND Europe S.à r.l.	93456
Campo Mio S.à r.l.	93428	Nipi	93410
Cargill Suprema Holdings S.à r.l.	93424	Noosphere S.à r.l.	93456
Casa Fabiana S.à r.l.	93427	ODIN LuxCo 7 S.à r.l.	93415
Casinvest Iena S.à r.l.	93427	Promotions et Participations International S.A.	93456
Casinvest S.à r.l.	93427	Taaglux S.A.	93456
Catania S.à r.l.	93428	Tenaris S.A.	93455
Centre de Yoga - La Source S.à r.l.	93427	TTF Invest S.à r.l.	93455
Circle 2 Luxembourg Holdings S.à r.l.	93429		
Commercial Metals Lux GP S.à r.l.	93432		

Nipi, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1467 Howald, 6, rue Henri Entringer.

R.C.S. Luxembourg B 197.263.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le premier juin.

Par devant Nous Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Jean-Paul Meyers, né le 2 juillet 1971 à Luxembourg, demeurant à 6, rue Henri Entringer, L-1467 Howald, et

2) Madame Michèle Trierweiler, née le 5 décembre 1974 à Luxembourg, demeurant à 6, rue Henri Entringer, L-1467 Howald,

Lesquelles parties comparantes ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les "Lois"), et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «NIPI».

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La société a comme objet la détention et la mise en valeur de l'immeuble sis 7, rue Xavier Brasseur à Esch-sur-Alzette.

La Société pourra également prendre des participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et gérer ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

D'une façon générale, la Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, en ce qui concerne des investissements directs ou indirects dans des biens mobiliers et immobiliers, à l'exception des opérations d'achat, vente, lotissement ou construction d'immeubles.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euro (125,- EUR) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires aux comptes

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les "Gérants").

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le "Président"). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le "Secrétaire").

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnisera tout membre du Conseil de Gérance, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises indépendant, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) au compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises indépendant(s) seront, le cas échéant, nommés par les Associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises indépendant peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le premier lundi du mois mars de chaque année à 15.00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché du Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de

majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et s'achève le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société.

Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la "Réserve Légale"), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la majorité des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les Statuts de la Société ont donc été enregistrés par le notaire, les parts sociales de la Société ont été souscrites et la valeur nominale de ces parts sociales, de même que la prime d'émission, le cas échéant a été payée à cent pour cent (100%) en numéraire ainsi qu'il suit:

Monsieur Jean-Paul Meyers, prénommé	51 parts sociales
Madame Michèle Trierweiler, prénommée	49 parts sociales
Total:	100 parts sociales

Le montant de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est donc à ce moment à la disposition de la Société, preuve en a été faite au notaire soussigné qui constate que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le dernier jour de décembre 2015.

Résolutions des associés

Les comparants pré qualifiés, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

Première Résolution

Les associés décident d'établir le siège social au 6, rue Henri Entringer, L-1467 Howald.

Deuxième Résolution

L'assemblée générale décide de fixer à un (1) le nombre de Gérants et a décidé de nommer la personne suivante pour une période indéterminée:

Madame Michèle Trierweiler, née le 5 décembre 1974 à Luxembourg, demeurant à 6, rue Henri Entringer, L-1467 Howald.

En conformité avec l'article onze (11) des présents statuts de la Société, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de son gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au Mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses noms, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire soussigné, le présent acte.

Signé: MEYERS, TRIERWEILER, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02/06/2015. Relation: EAC/2015/12320. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 03/06/2015.

Référence de publication: 2015082594/298.

(150094980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

ODIN LuxCo 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 194.264.

In the year two thousand fifteen, on the sixth day of May.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Orion IV European 25 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 189080 (hereinafter the "Sole Member"),

here represented by Mr Bastien Burin, maître en droit, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal, given on 5 May 2015.

The said proxy, initialed *in varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of ODIN LuxCo 7 S.à r.l. (hereinafter the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 194264, incorporated pursuant to a notarial deed dated 28 January 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 12 March 2015 number 680.

The articles of association of the Company have not been amended since.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital of the Company, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of thirty-four thousand seventy-three euro (EUR 34,073.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) up to forty-six thousand five

hundred seventy-three euro (EUR 46,573.-) through the issue of thirty-four thousand seventy-three (34,073) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, by way of a contribution in cash;

2. Subsequent amendment of article 5 paragraph 1 of the articles of association of the Company;

3. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Member takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The Sole Member resolves to increase the Company's share capital by an amount of thirty-four thousand seventy-three euro (EUR 34,073.-) so as to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) up to forty-six thousand five hundred seventy-three euro (EUR 46,573.-) through the issue of thirty-four thousand seventy-three (34,073) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, by way of a contribution in cash.

The Sole Member decides to subscribe to all of the thirty-four thousand seventy-three (34,073) shares newly issued for the total amount of three million four hundred seven thousand two hundred seventy-two euro (EUR 3,407,272.-).

The shares so subscribed by the Sole Member have been fully paid up by way of a contribution in cash. Proof of the existence and the value of such contribution in cash has been produced to the undersigned notary by a blocking certificate.

The total contribution in the amount of three million four hundred seven thousand two hundred seventy-two euro (EUR 3,407,272.-) shall be allocated as follows:

- thirty-four thousand seventy-three euro (EUR 34,073.-) to the share capital of the Company; and

- three million three hundred seventy-three thousand one hundred ninety-nine euro (EUR 3,373,199.-) to the share premium of the Company.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Member resolves to amend article 5, paragraph 1 of the articles of association of the Company which shall be enforced and now reads as follows:

“The issued share capital of the Company is set at forty-six thousand five hundred seventy-three euro (EUR 46,573.-) divided into forty-six thousand five hundred seventy-three (46,573) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the “Shares”).”

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at four thousand euro.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxyholder and in case of discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le six mai

Par devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Orion IV European 25 Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 189080 (ci-après l'«Associé Unique»), ici représentée par Monsieur Bastien Burin, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 5 mai 2015.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de ODIN LuxCo 7 S.à r.l. (ci-après la “Société”), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 11/13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194264, constituée suivant un acte notarié en date du 28 janvier 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°680 en date du 12 mars 2015.

Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société a requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trente-quatre mille soixante-treize euros (EUR 34.073,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) à celui de quarante-six mille cinq cent soixante-treize euros (EUR 46.573,-) par l'émission de trente-quatre mille soixante-treize (34.073) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

2. Modification subséquente de l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société;

3. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique adopte, et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trente-quatre mille soixante-treize euros (EUR 34.073,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) à celui de quarante-six mille cinq cent soixante-treize euros (EUR 46.573,-) par l'émission de trente-quatre mille soixante-treize (34.073) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, par le biais d'un apport en numéraire.

L'Associé Unique décide de souscrire à toutes les trente-quatre mille soixante-treize (34.073) parts sociales nouvellement émises pour le montant de trois millions quatre cent sept mille deux cent soixante-douze euros (EUR 3.407.272,-).

Les parts sociales ainsi souscrites par l'Associé Unique ont été intégralement payées par le biais d'un apport en numéraire. La preuve de l'existence de cet apport en numéraire a été fournie au notaire soussigné par un certificat de blocage.

L'apport global d'un montant de trois millions quatre cent sept mille deux cent soixante-douze euros (EUR 3.407.272,-) est affecté comme suit:

- trente-quatre mille soixante-treize euros (EUR 34.073,-) au capital social de la Société; et
- trois millions trois cent soixante-treize mille cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 3.373.199,-) à la prime d'émission de la Société.

Deuxième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5, paragraphe 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à quarante-six mille cinq cent soixante-treize euros (EUR 46.573,-) divisé en quarante-six mille cinq cent soixante-treize (46.573) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les «Parts Sociales»)».

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ quatre mille euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom et résidence, ledit mandataire a signé, avec le notaire, le présent acte.

Signé: B. BURIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 mai 2015. Relation: EAC/2015/10765. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015082621/123.

(150094122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Butterfly AM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 136.121.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions des associés prises en date du 31 mars 2015 que M. Gianpaolo Bianchi, a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 mars 2015.

Il résulte des résolutions des associés prises en date du 31 mars 2015 que M. Marco Lippi, a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B de la Société avec effet au 31 mars 2015.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

Gérants de catégorie A:

- Monsieur Christophe Mathieu
- Monsieur Mauro Ferrante

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Giovanni Colapinto

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015086111/20.

(150098759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Bamolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 5, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 13.972.

EXTRAIT

Suite à une cession de parts dûment approuvée par les associés intervenue le 14 avril 2015, le capital social fixé à 31.250,- euros, représenté par 1.250 parts sociales, de valeur nominale de 25,- euros, entièrement souscrites et libérées, se répartit désormais comme suit:

BFI S.à r.l.

Mille cent quatre vingt huit parts sociales 1.188

Monsieur Sébastien JUNGEN

Soixante deux parts sociales 62

Total:

Mille deux cent cinquante parts sociales 1.250

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2015.

Pour BAMOLUX S.à r.l.

Fiduciaire des P.M.E.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2015086112/23.

(150098629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Bauvalto S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-3511 Dudelange, 55, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 138.727.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19/05/2015 à 10 h

Il ressort du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 19/05/2015, que l'assemblée générale a, à l'unanimité:

1. Décidé de nommer comme dépositaire en vertu de l'article premier de la loi du 28 Juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification ,la Fiduciaire GL SARL, inscrite au registre de Commerce Luxembourg sous le numéro B 123 133 ,avec siège social au 10 Rue de la Libération L-3510 DUDELANGE.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé la présente minute

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 19/05/2015.

Mr Pierre BAUER / Mme C. SIMON / Mme Amélie VERDE

Président / Secrétaire / Scrutateur

Référence de publication: 2015086113/20.

(150099024) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

BCK Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 24.670.806,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 162.614.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Référence de publication: 2015086114/10.

(150098387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Barclays Aegis Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 40.106,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 116.153.

—
Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société au siège social en date du 8 juin 2015, la décision de nommer un nouveau gérant.

Nom: Paley

Prénom(s): Christopher John

Né le: 26 juillet 1981

à Manchester (UK)

Adresse professionnelle: 9, allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

Date de nomination: 8 juin 2015

Durée: indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 juin 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Fail

Gérant

Référence de publication: 2015086098/24.

(150099085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Barclays Aegis Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 25.106,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 116.153.

—
Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société au siège social en date du 8 juin 2015, la décision de nommer un nouveau gérant.

Nom: Wassenaar

Prénom(s): Jan Philip

Né le: 13 mars 1965

à Assen (NL)

Adresse professionnelle: 9, allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

Date de nomination: 8 juin 2015

Durée: indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 juin 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Fail

Gérant

Référence de publication: 2015086099/24.

(150099085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Bay Light Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 98.728.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Référence de publication: 2015086100/10.

(150098476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Beauregard Capital Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 180.391.

Auszug aus dem Protokoll der Generalversammlung vom 8. April 2015

...

5) Wiederwahl von Prof. Dr. Jörg Henzler, Herrn Lawrence Ward und Grégoire Vaucher als Verwaltungsratsmitglieder des Fonds bis zur Generalversammlung in 2016.

6) Die Generalversammlung beschließt, PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Geschäftsadresse, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, erneut zum Wirtschaftsprüfer des Fonds bis zur nächsten Generalversammlung in 2016 zu bestellen.

...

Référence de publication: 2015086101/14.

(150098889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Beckman Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 164.518.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 juin 2015.

Référence de publication: 2015086102/10.

(150098741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Berlin, Kurfürstendamm 231 Beteiligung A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 172.688.

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of May.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) Kaufhaus Immobilien Holding A S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.676,

here represented by Ms. Julia Wilhelm, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal; and

2) INGBE Beteiligung S.à r.l. (formerly SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung S.à r.l.), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 165.834,

here represented by Ms. Julia Wilhelm, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders of the Company (the “Shareholders”), representing the entire share capital of Berlin, Kurfürstendamm 231 Beteiligung A S.à r.l. (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 172.688, incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 9 November 2012, published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations on 10 February 2012 under number 2985.

The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, prenamed, on 10 February 2015, not yet published in the Memorial C Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing parties representing the entire share capital, represented as aforementioned, have requested the undersigned notary to record the following resolution:

Sole resolution

The Shareholders decide to amend and restate article 17 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows:

" Art. 17. Distributions.

Art. 17.1. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 17.2. Dividends and other distributions shall be made pro rata to the proportion of the shareholders’ shares in the issued share capital. If and as far as, however, a shareholder has contributed to the Company more equity (other than the subscribed issued share capital) than the other shareholders (e.g. by share premium, payments into the capital reserve, contributions in kind to the Company or subsidiaries, etc.) (“Investment”), all dividends and other distributions shall be made primarily to such shareholder until his Investments have been completely compensated. The foregoing restriction shall not apply to the first 336 shares held by INGBE Beteiligung S.à r.l. (formerly:SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung S.à r.l.) or its legal successors not being held in trust for a third party.”

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the persons appearing signed together with the notary the present deed.

A German translation follows:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den dreizehnten Mai.

Vor uns Maître Henri Hellinckx, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

1) Kaufhaus Immobilien Holding A S.à r.l., eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, registriert beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 172.676,

vertreten durch Frau Julia Wilhelm, wohnhaft in Luxembourg, durch privatschriftlich erteilte Vollmacht; und

2) INGBE Beteiligung S.à r.l. (vorher SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung S.à r.l.), eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 5, rue

Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, registriert beim Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 165.834,

vertreten durch Frau Julia Wilhelm, wohnhaft in Luxembourg, durch privatschriftlich erteilte Vollmacht.

Die genannten Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurden, werden dieser Urkunde beigelegt, um gleichzeitig mit der vorliegenden Urkunde zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienenen Parteien sind alle Gesellschafter („Gesellschafter“) der Berlin, Kurfürstendamm 231 Beteiligung A S.à r. l. (fortan, die "Gesellschaft"), eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend unter den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg mit Gesellschaftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, registriert bei dem Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 172.688, gegründet durch Urkunde des Notars Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 9. November 2012, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 8. Dezember 2012 unter Nummer 2985.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal am 10. Februar 2015 gemäß Urkunde des Notars Henri Hellinckx, noch nicht veröffentlicht im Mémorial, geändert.

Die erschienenen Parteien, die das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft repräsentieren, hier vertreten wie vorerwähnt, ersuchten den unterzeichnenden Notar folgenden Beschluss zu beurkunden:

Einzigiger Beschluss

Die Gesellschafter beschließen einstimmig, Artikel 17 der Satzung der Gesellschaft abzuändern und umzuschreiben, welcher fortan wie folgt lauten soll:

" Art. 17. Erlösverteilungen.

Art. 17.1. Aus dem Reingewinn werden fünf Prozent (5%) in das gesetzliche Rücklagenkonto gebucht. Diese Rücklagenpflicht endet, sobald die auf dem gesetzlichen Rücklagenkonto verbuchten Mittel 10 Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals betragen.

Die Gesellschafter können über Ausschüttung von Zwischendividenden auf der Basis von seitens des Geschäftsführers bzw. des Geschäftsführungsrates erstellten Zwischenabschlüssen, die ausreichende Mittel zur Ausschüttung vorsehen, entscheiden, wenn der auszuschüttende Betrag nicht denjenigen Betrag übersteigt, der sich errechnet aus dem tatsächlichen Gewinn des vergangenen Geschäftsjahres zuzüglich Gewinnvorträgen sowie ausschüttungsfähigen Rücklagen und abzüglich Verlustvorträgen sowie auf gesetzliche Rücklagenkonten zu buchenden Mitteln.

Guthaben kann aufgrund eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Die Agiorücklage kann an die Gesellschafter aufgrund eines Beschlusses der Gesellschafterversammlung ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann bestimmen, dass Beträge aus der Agiorücklage in das gesetzliche Rücklagenkonto zu buchen sind.

Art. 17.2. Gewinne und sonstige Ausschüttungen sind an die Gesellschafter anteilig nach ihren Anteilen am ausgegebenen Geschäftskapital auszuschütten. Soweit aber ein Gesellschafter der Gesellschaft über die Zeichnung der Gesellschaftsanteile hinaus mehr Eigenkapital zur Verfügung gestellt hat als die übrigen Gesellschafter (z.B. in Form von Agio, Einzahlungen in Rücklagen, Sacheinlagen in die Gesellschaft und in Tochtergesellschaften, etc.) („Investitionen“) sind Gewinne und sonstige Ausschüttungen solange vorrangig an diesen Gesellschafter zu leisten, bis seine Investitionen vollständig zurückgeführt sind. Die vorangegangene Begrenzung soll sich nicht auf die ersten 336 von INGBE Beteiligung S.à r.l. (früher: SIGNA Prime Luxembourg Beteiligung S.à r.l.) oder deren Rechtsnachfolgern gehaltenen Anteile, welche nicht treuhänderisch für eine dritte Partei gehalten werden, beziehen."

Sämtliche Punkte der Tagesordnung abgehandelt, ist die Versammlung demnach geschlossen.

Worüber die vorliegende Urkunde in Luxemburg unterzeichnet wurde, an dem Tag, welcher zu Anfang der Urkunde erwähnt wird.

Der unterzeichnende Notar beherrscht die englische Sprache in Wort und Schrift und bestätigt auf Nachfrage der erschienenen Parteien, dass die vorliegende Urkunde auf Englisch abgefasst ist nebst einer deutschen Fassung; auf Anfrage der erschienenen Parteien und im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und deutschen Fassung, soll die englische Fassung maßgeblich sein.

Nachdem die vorliegende Urkunde der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Name, Vorname und Wohnsitz bekannt ist, wurde dieses von der Vertreterin der erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: J. WILHELM und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 21 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15736. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 8. Juni 2015.

Référence de publication: 2015086103/126.

(150099058) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Axa World Funds II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 27.526.

Suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2015:

sont renommés Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2016:

Emmanuel Dendauw

Stephan Heitz

Jean-Louis Laforge

Christophe Coquema

Michael Reinhard

est renommé Réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2016:

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015086091/19.

(150098258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

AZU s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, 12, rue Nicolas Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 136.211.

Madame Heike WEBER, associé et gérante de la société AZU SARL, a actuellement son adresse privée au 25, rue des Templiers, L-7343 Steinsel.

Pour avis sincère et conforme

Référence de publication: 2015086092/10.

(150098773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

B.G.1. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 166.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Helena Coppers.

Référence de publication: 2015086093/10.

(150098579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

B.R.E. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.548.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 18 mai 2015

Résolutions:

- Acceptation de la démission de Madame Gaëlle Kwiatkowski, avec effet immédiat;
- Nomination de CL Management SA, ayant son siège au 20, rue de la Poste, L-2356 Luxembourg, en tant qu'administrateur, et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale qui sera tenue en 2016

Les mandats de l'administrateur, de l'administrateur-délégué et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2016 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Cassinelli Umberto, demeurant au 21F Via Castagnola, CH-6900 Lugano (Suisse), administrateur et administrateur-délégué;

Monsieur Stefano Gusi, résidant professionnellement au 27 Via dei Priuli, I-36015 Schio, administrateur;

Commissaire aux comptes:

CLERC S.A., 1, Rue Pletzer, L-8080 Bertrange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg)

Référence de publication: 2015086094/22.

(150099076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Aviabel Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 48.216.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société AVIABEL RE

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015086088/11.

(150099064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Aviabel Re, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 48.216.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires tenue à Luxembourg le 26 mai 2015

L'Assemblée décide d'élire les d'Administrateur:

Madame Cécile COUNE

Monsieur Marc SAVINIEN

La société AVIABEL S.A. représentée par M. Thierry BOURGUIGNON

Monsieur Lambert SCHROEDER

Monsieur Pierre ANCIAUX

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui statuera sur les comptes clôturés au 31 décembre 2015.

Pour la société AVIABEL RE

Aon Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015086089/18.

(150099086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Cargill Suprema Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.697.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 153.217.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of May,

before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1) Cargill International Luxembourg 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 150966, holder of twenty million six hundred and ninety-seven thousand five hundred (20,697,500) shares of the Company,

here represented by Mrs Isabel DIAS, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on May 21st, 2015,

2) Cargill Suprema Holdings S.à r.l., as described below, temporary holder of nine million nine hundred and sixty-five thousand (9,965,000) shares of the Company, but not entitled to vote,

here represented by Mrs Isabel DIAS, prenamed, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on May 21st, 2015,

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholders of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the shareholders of Cargill Suprema Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 153217, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, on May 14th, 2010, published on 12 July 2010 in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1423 (hereinafter the "Company"). The articles of association were amended for the last time on 15 February 2012 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 4 April 2012 under number 885.

The appearing parties representing the entire share capital of the Company and having waived any notice requirement consider the following agenda:

Agenda

1) Reduction of the share capital of the Company by an amount of nine million nine hundred and sixty-five thousand United States Dollars (USD 9,965,000.-) so as to reduce it from its current amount of thirty million six hundred sixty-two thousand five hundred (USD 30,662,500.-) to twenty million six hundred ninety-seven thousand five hundred United States Dollars (USD 20,697,500.-) by cancellation of nine million nine hundred and sixty-five thousand (9.965.000) shares that are temporarily held by the Company and subsequent amendment to article 5.1 of the Company's articles of association.

2) Miscellaneous.

After having reviewed the items of the agenda, the appearing parties require the notary to enact the following resolution:

Sole resolution

The general meeting of shareholders resolves to reduce the share capital of the Company by an amount of nine million nine hundred and sixty-five thousand United States Dollars (USD 9,965,000.-) so as to reduce it from its current amount of thirty million six hundred sixty-two thousand five hundred United States Dollars (USD 30,662,500.-) to twenty million six hundred ninety-seven thousand five hundred United States Dollars (USD 20,697,500.-) by cancellation of nine million nine hundred and sixty five thousand (9.965.000) shares having a par value of one United States Dollar (USD 1.-) each, that are temporarily held by the Company.

As a consequence, the general meeting of shareholders resolves to amend article 5.1 of the Company's articles of association which shall henceforth read as follows:

“**5.1.** The Company's share capital is set at twenty million six hundred ninety-seven thousand five hundred United States Dollars (USD 20,697,500.-) represented by twenty million six hundred ninety-seven thousand five hundred (20,697,500) shares having a par value of one United States Dollar (USD 1) each.”

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to two thousand Euro (EUR 2,000.-).

The amount of nine million nine hundred and sixty-five thousand United States Dollars (USD 9,965,000.-) corresponds to the amount of eight million nine hundred thirty-one thousand nine hundred thirteen Euros and twenty-five Eurocent (EUR 8,931,913.25) according to the exchange rate published on XE.com dated May 22nd, 2015.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French versions, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholders of the persons appearing, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholders of the persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-deux mai,

Par-devant la soussignée, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ONT COMPARU:

1) Cargill International Luxembourg 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 150966, détenteur de vingt millions

six cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents (20,697,500) parts sociales de la Société, ici représentée par Madame Isabel DIAS, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 21 mai 2015.

2) Cargill Suprema Holdings S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 153217, détenteur temporaire de neuf millions neuf cent soixante-cinq mille (9.965.000) parts sociales, mais n'ayant pas le droit de vote,

ici représentée par Madame Isabel DIAS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 21 mai 2015.

Les procurations paraphées "ne varietur" par les mandataires des comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparantes sont les seules associés de Cargill Suprema Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 153217, constituée selon acte de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem le 14 mai 2010, publié le 12 juillet 2010 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1423 (ci-après la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois selon acte du notaire soussigné, le 15 février 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 4 avril 2012 sous le numéro 885.

Les comparantes, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé à toute convocation, ont revu l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1) Réduction du capital social de la Société d'un montant neuf millions neuf cent soixante-cinq mille USD (9.965.000) pour le réduire de son montant actuel de trente millions six cent soixante-deux mille cinq cents Dollars américains (USD 30.662.500.-) à vingt millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents Dollars américains (USD 20.697.500) par annulation de neuf millions neuf cent soixante-cinq mille (9.965.000) parts sociales, temporairement détenues par la Société, et modification corrélative de l'article 5.1 des statuts de la Société.

2) Divers.

Après avoir passé en revue les points à l'ordre du jour, les comparantes ont requis le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale des associés a décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de neuf millions neuf cent soixante-cinq mille Dollars américains (USD 9.965.000) pour le réduire de son montant actuel de trente millions six cent soixante-deux mille cinq cents Dollars américains (USD 30,662,500.-) à vingt millions six cent soixante-dix-sept mille cinq cents Dollars américains (USD 20,697,500) par annulation de neuf millions neuf cent soixante-cinq mille (9.965.000) parts sociales, temporairement détenues par la Société, et modification corrélative de l'article 5.1 des statuts de la Société.

En conséquence, l'assemblée générale des associés décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société comme suit:

« **5.1.** La Société a un capital social de vingt millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents Dollars américains (USD 20.697.500.-), représenté par vingt millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille cinq cents (20.697.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1.-) chacune.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte ont été estimés à environ deux mille euros (EUR 2.000.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des mandataires des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes mandataires et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des comparantes, connues du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel et demeure, lesdits mandataires ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 27 mai 2015. 2LAC/2015/11600. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015086147/125.

(150098386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Casa Fabiana S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 50, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 149.122.

Le bilan au 31 décembre 2013 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/06/2015.

Référence de publication: 2015086148/10.

(150098662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Casinvest Iena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 145.288.

Extrait des résolutions en date du 4 juin 2015 prises par l'Associé Unique:

- L'Associé Unique accepte la démission de Monsieur Shahrukh Khan, né le 17 mai 1983, au Pakistan, ayant son adresse professionnelle au Building EBBC, bâtiment A, 1^{er} étage, 6A route de Trèves L-2633 Senningerberg, en tant que Gérant de classe B de la société avec effet au 4 juin 2015.

- L'Associé Unique accepte la nomination de Monsieur Amine Abdouh, né le 18 septembre 1984, à Meknes au Maroc, ayant son adresse professionnelle au Building EBBC, bâtiment A, 1^{er} étage, 6A route de Trèves L-2633 Senningerberg, en tant que Gérant de classe B de la société avec effet au 4 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Frances Julius

Gérant classe B

Référence de publication: 2015086150/17.

(150098538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Casinvest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 142.055.

Extrait des résolutions en date du 8 juin 2015 prises par l'Associé Unique:

- L'Associé Unique accepte la démission de Monsieur Shahrukh Khan, né le 17 mai 1983, au Pakistan, ayant son adresse professionnelle au Building EBBC, bâtiment A, 1^{er} étage, 6A route de Trèves L-2633 Senningerberg, en tant que Gérant de classe B de la société avec effet au 8 juin 2015.

- L'Associé Unique accepte la nomination de Monsieur Amine Abdouh, né le 18 septembre 1984, à Meknes au Maroc, ayant son adresse professionnelle au Building EBBC, bâtiment A, 1^{er} étage, 6A route de Trèves L-2633 Senningerberg, en tant que Gérant de classe B de la société avec effet au 3 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Frances Julius

Gérant classe B

Référence de publication: 2015086151/17.

(150098132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Centre de Yoga - La Source S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7256 Walferdange, 25, rue Josy Welter.

R.C.S. Luxembourg B 161.069.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2015.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015086153/14.

(150099005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Catania S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 174.048.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 30 mai 2015 avec effet au 13 mars 2015

1. Madame Karine ANSMANT a démissionné de son mandat de gérante de classe B avec effet au 13 mars 2015.
2. Madame Mariana DE SA MORAIS CARNEIRO VERÍSSIMO DA CUNHA, née à Lisbonne (Portugal), le 25 février 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante de classe B avec effet au 13 mars 2015 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Pour Catania S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2015086152/16.

(150099101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Credicorp Capital Asset Management Fund, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 188.822.

—
Suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 Mai 2015:

est renommé Réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en 2016:
KPMG Luxembourg S.à.r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015086170/14.

(150098389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Campo Mio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 76.340.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 194.420.

—
L'adresse des associés suivants a changé comme suit:

Monsieur Julien Edward Paul Behlau, 21, Markham Street, SW3 3NP, Londres, Royaume-Uni.

Monsieur Christopher Jan Nicolas Behlau, 21, Markham Street, SW3 3NP, Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Campo Mio S.à r.l.
Sébastien Rimlinger
Gérant

Référence de publication: 2015086174/15.

(150099035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Circle 2 Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 165.378.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 juin 2015.
Référence de publication: 2015086154/10.
(150098960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Crilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4940 Bascharage, 4, ZAE Robert Steichen, rue Laangwiss.
R.C.S. Luxembourg B 41.305.

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 1^{er} juin 2015, G.T. Fiduciaires S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommée commissaire aux comptes de la société pour une durée de 3 ans, en remplacement de G.T. Experts Comptables S.à r.l., démissionnaire.

Le siège social se trouve à ZAE Robert Steichen, rue Laangwiss, 4, L-4940 Bascharage.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 juin 2015.
G.T. Experts Comptables S.à r.l.
Luxembourg
Référence de publication: 2015086216/15.
(150098707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Crown Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 40.323.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015086217/10.
(150098190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

D.T.L.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 56.228.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 29 mai 2015

L'Assemblée ratifie la cooptation en tant qu'administrateur de Monsieur Fabrizio Terenziani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Peter Van Opstal et de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Christian Knauff, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 29 mai 2015.
Pour extrait conforme
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2015086218/21.
(150098424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

D.T.L.C. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 56.228.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015086219/12.

(150098425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

CORAVIT AG und Co. KG, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 271, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 28.718.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung, gehalten am 26. Mai 2015 von 11.00 bis 11.15 Uhr

Die Aktionäre fassen hiermit einstimmig den nachstehenden Beschluss:

Zur Geschäftsführung sind bestellt:

Christian Kosch, wohnhaft in 5839 Fentange, 6 Duelemerbaach

Kevin Moody, wohnhaft in 1150 Luxembourg, 241 route d'Arlon

Mika Valanki, wohnhaft in 2726 Luxembourg, 30 rue Schrobilgen

Die Mandate der Geschäftsführung enden, sofern sie nicht verlängert werden, mit Ablauf der ordentlichen Generalversammlung über das Geschäftsjahr 2015.

Für die Richtigkeit des Auszugs

Mika Valanki

Référence de publication: 2015086212/17.

(150098806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Coravit AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 251, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 28.717.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung, gehalten am 4. Mai 2015 von 9.00 bis 9.15 Uhr

Die Aktionäre fassten hiermit einstimmig den nachstehenden Beschluss:

Zu Verwaltungsratsmitgliedern sind bestellt:

Mika Valanki, wohnhaft in 2526 Luxembourg 30 rue Schrobilgen - Präsident des Verwaltungsrats

Kevin Moody, wohnhaft in 1150 Luxembourg 241 route d'Arlon - Verwaltungsratsmitglied

Christian Kosch, wohnhaft in 5839 Fentange 6 Duelemerbaach - Verwaltungsratsmitglied

Zum Kommissar ist bestellt:

Jean-Claude Beneke, wohnhaft in 6580 Rosport

29 route d'Echternach

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden, sofern sie nicht verlängert werden, mit Ablauf der ordentlichen Generalversammlung über das Geschäftsjahr 2015.

Für die Richtigkeit des Auszugs

Mika Valanki

Référence de publication: 2015086210/20.

(150098808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Convert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2670 Luxembourg, 30, boulevard de Verdun.

R.C.S. Luxembourg B 84.043.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le quatre juin.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Frédéric HANREZ, gérant de société, demeurant à L-2670 Luxembourg, 30, Boulevard Verdun, agissant en son nom personnel, en ses qualités d'associé et gérant unique de la société ci-après spécifiée.

Lequel comparant, agissant comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les déclarations et constatations suivantes:

I.- Que la société à responsabilité limitée "CONVERT S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-2670 Luxembourg, 30, Boulevard Verdun, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 84043 a été constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, pré qualifiée, en date du 8 octobre 2001, publié au Mémorial C, numéro 274 du 19 février 2002.

II.- Que le capital social de la société à responsabilité limitée "CONVERT S.à r.l.", pré qualifiée, s'élève actuellement à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500.-), représenté par CINQ CENTS (500) parts sociales d'une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (€ 25.-) chacune, entièrement libérées.

III.- Que le comparant en sa qualité d'associé déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société "CONVERT S.à r.l."

IV.- Le comparant déclare que l'activité de la société a cessé au 3 juin 2015.

Un bilan de clôture a été arrêté au 3 juin 2015.

V.- Que le comparant est propriétaire de toutes les parts sociales de la susdite société et qu'en tant qu'associé il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

VI.- Que le comparant déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée au gérant de la société dissoute pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

VIII.- Qu'il a été procédé à l'annulation des parts sociales, le tout en présence du notaire instrumentant.

IX.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans à L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant agissant en ses dites qualités, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: HANREZ, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 05/06/2015. Relation: EAC/2015/12719. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 09/06/2015.

Référence de publication: 2015086209/45.

(150098441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Compagnie du Charmont, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.576.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale statutaire tenue le 5 mai 2015

Il ressort des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue à Luxembourg le 5 mai 2015, que:

- les mandats d'administrateurs de Monsieur Jean-Michel SYLVESTRE, né le 10 avril 1971 à Neufchâteau (F), demeurant professionnellement au 29, Buckingham Mansion, UK-NW61LS Londres; Monsieur Jean-Claude SYLVESTRE, né le 18 février 1948 à Lamarche (F), demeurant professionnellement au 3, rue des Chasseurs, F-88390 Les Forges;

Monsieur Loïc GUYOT, né le 22 juin 1971 à Epinal (F), demeurant professionnellement au 5, boulevard Jacques Preiss, F-67000 Strasbourg et Monsieur David Jonathan HALLAM, né le 22 février 1958 à Famborough (Grande-Bretagne), demeurant professionnellement au 11 Chartway, Sevenoaks, UK-TN13 3RU Kent sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de six ans.

Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2021.

- le mandat de commissaire aux comptes de FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, bâtiment F, L-1882 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de six ans.

Il viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2021.

Fait à Luxembourg, le 5 mai 2015.

Certifié sincère et conforme

COMPAGNIE DU CHARMONT

Référence de publication: 2015086204/23.

(150098572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Commercial Metals Lux GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 196.543.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la Société prises en date du 13 mai 2015

En date du 13 mai 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Nathan Burkhard Kraus, né 4 novembre 1979, Kansas, Etats-Unis D'Amérique avec adresse professionnelle au 6565 MacArthur Boulevard, Irving TX 75039 Etats-Unis D'Amérique, en tant que gérant classe B de la Société avec effet au 14 mai 2015;

- nommer Monsieur William Melvin Gooding, né 22 avril 1970 Tennessee, Etats-Unis D'Amérique, avec adresse professionnelle au 6565 MacArthur Boulevard, Suite 800, Irving TX 75039 Etats-Unis D'Amérique, en tant que gérant classe B de la Société avec effet au 14 mai 2015;

- Depuis cette date, le conseil de gérance de la Société est désormais composé des personnes suivantes:

Mr. Pieter-Jan van der Meer, Gérant de classe A

Mr. Philippe van den Avenne, Gérant classe A

Mrs. Dorota Pieszczocho, Gérant de classe B et Directeur général

Mr. William Melvin Gooding, Gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2015.

Commercial Metals Lux GP S.à. r.l.

Référence de publication: 2015086203/24.

(150098157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Eurocash-Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 45.631.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am achtundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Fand eine außerordentliche Hauptversammlung (die Versammlung) der Gesellschafter (die Gesellschafter) einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement en capital variable) in Form einer Aktiengesellschaft (société anonyme) dem luxemburgischen Recht und insbesondere dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen in der geänderten Fassung unterliegend, mit eingetragenem Sitz in L-1115 Luxembourg, 2, Boulevard Konrad Adenauer und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 45.631, gegründet durch Urkunde von Alphonse LENTZ, Notar mit damaligem Amtssitz in Remich, Großherzogtum Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 5. Juli 2001, Nummer 507 (die Gesellschaft). Die Satzung der Gesellschaft wurde letztmals abgeändert durch Urkunde von Notar Frank BADEN, Notar mit damaligem Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 4. Juni 2004, Nummer 575.

Die Versammlung beginnt unter dem Vorsitz von Frau Katharina KAHSTEIN, Angestellte, mit Berufsanschrift in 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Dieselbe ernennt zum Schriftführer Frau Sabine EBERT, Angestellte, mit derselben Berufsanschrift.

Zur Stimmzählerin wird ernannt Frau Vivien SCHMIDT, Angestellte, mit derselben Berufsanschrift.

Sodann stellt der Vorsitzende fest:

I.- Dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung am 1. April 2015 abgehalten werden sollte, um über die gleiche nachfolgend aufgeführte Tagesordnung abzustimmen. Dass aus der Anwesenheitsliste hervor ging, dass Null (0) Aktien von den insgesamt 709.400 (sieben hundert und neun tausend vier hundert) Aktien im Umlauf, d.h Null Prozent (0 %) bei der Versammlung anwesend oder vertreten waren, so dass diese Versammlung vertagt werden musste und dass beschlossen wurde, sich am heutigen Tag wiedereinzufinden.

Diese Versammlung, wenn rechtsgültig zusammengesetzt, kann ohne Quorum Erfordernis über die Tagesordnung entscheiden.

II.- Dass die gegenwärtige außerordentliche Generalversammlung einberufen wurde durch Veröffentlichungen:

a) im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer C - N° 1031 vom 20. April 2015 und Nummer C - N° 1201 vom 8. Mai 2015; und

b) in Luxemburg im Tageblatt vom 20. April 2015 und vom 8. Mai 2015.

c) in Luxemburg im Luxemburger Wort vom 20. April 2015 und vom 8. Mai 2015.

Die Nachweise der Veröffentlichungen wurden dem Büro der Versammlung vorgelegt.

III. Dass die Tagesordnung dieser ausserordentlichen Generalversammlung folgende Punkte umfasst:

1. Formalia:

Die Referenzen zum Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie Rechtschreibung werden aktualisiert.

2. Artikel 5, Abs. 3 wird um folgenden Wortlaut ergänzt und wie folgt neu gefasst:

„Der Verwaltungsrat wird ein Portfolio von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds („Teilfonds“) im Sinne des Artikels 181 Absatz (1) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 darstellt und das für eine oder mehrere Aktienklasse (n) in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes Portfeuille ausschließlich zugunsten der jeweiligen Aktienklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.“

3. In Artikel 11 Abschnitt II (Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten) wird Unterabsatz 6 Satz 2 um folgenden Wortlaut ergänzt und wie folgt neu gefasst:

„Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an den alternativen Investmentfonds Manager („AIFM“), den Investment Manager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie...“

4. Artikel 17 werden Satz 2 und Satz 3 um folgenden Wortlaut ergänzt und wie folgt gefasst:

„Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

Der Verwaltungsrat ernennt einen externen AIFM im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013. Der AIFM ist berechtigt, die Erfüllung seiner Aufgaben an Dritte zu übertragen, solange diese Übertragung den Voraussetzungen des Gesetzes vom 12. Juli 2013 entsprechen.“

5. Artikel 18 Abs. 8 wird um folgenden Wortlaut ergänzt und wie folgt neu gefasst:

„Die Gesellschaft kann zudem (i) Derivate, Techniken und Instrumente in Bezug auf Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und sonstige zulässige Vermögenswerte verwenden, insofern dies zu einer effizienten Verwaltung des Portfolios geschieht und (ii) Derivate, Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der Verwaltung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu Absicherungszwecken nutzen.“

6. Artikel 27 wird wie folgt geändert:

„In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft zusammen mit dem AIFM einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 12. Juli 2013 vorgesehen ist.

Wenn laut den Rechtsbestimmungen eines Drittstaates vorgeschrieben ist, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer ortsansässigen Einrichtung verwahrt werden müssen und es keine ortsansässige Einrichtung gibt, die den Anforderungen des Gesetzes von 2013 genügen, kann die Depotbank sich von ihrer gesetzlichen Verantwortung befreien, sofern die im Gesetz von 2013 aufgeführten weiteren Bedingungen für eine solche Befreiung gegeben sind.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden.“

7. Artikel 31 wird wie folgt geändert:

„Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, das Gesetz vom 17. Dezember 2010 und das Gesetz vom 12. Juli 2013 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.“

8. Verschiedenes

Telegramm und Telex werden als Kommunikationsmittel gestrichen.

IV. Die bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschafter und die von ihnen gehaltenen Beteiligungen sowie der Prozentsatz ihrer Kapitalzusage an die Gesellschaft werden auf der Anwesenheitsliste dargestellt. Diese Anwesenheitsliste und die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter werden nach deren Unterzeichnung „ne varietur“ durch die Versammlungsleitung und die Bevollmächtigten der vorliegenden Urkunde beigelegt.

V. Aus der genannten Anwesenheitsliste geht hervor, dass siebenhundertsechstausend (706.000,000) Aktien von den insgesamt siebenhundertneuntausendvierhundert (709.400,00) Aktien im Umlauf, d.h. 99,521 % bei der Versammlung anwesend oder vertreten ist.

Für diese erneute Versammlung ist kein Quorum erforderlich und der Beschluss wird mit einer Zweidrittelmehrheit der Stimmen der bei der Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasste die Versammlung, nach vorheriger Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Versammlung beschliesst die Referenzen zum Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen sowie Rechtschreibung zu aktualisieren.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschliesst Artikel 5, Abs. 3 um folgenden Wortlaut zu ergänzen und wie folgt neu zu fassen:

„Der Verwaltungsrat wird ein Portfolio von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds („Teilfonds“) im Sinne des Artikels 181 Absatz (1) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 darstellt und das für eine oder mehrere Aktienklasse (n) in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes Portfeuille ausschließlich zugunsten der jeweiligen Aktienklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.“

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschliesst in Artikel 11 Abschnitt II (Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten) den Unterabsatz 6 Satz 2 um folgenden Wortlaut zu ergänzen und wie folgt neu zu fassen:

„Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an den alternativen Investmentfonds Manager („AIFM“), den Investment Manager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie“

Vierter Beschluss

Die Versammlung beschliesst Artikel 17, Satz 2 und Satz 3 um folgenden Wortlaut zu ergänzen und wie folgt zu fassen:

„Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

Der Verwaltungsrat ernennt einen externen AIFM im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013. Der AIFM ist berechtigt, die Erfüllung seiner Aufgaben an Dritte zu übertragen, solange diese Übertragung den Voraussetzungen des Gesetzes vom 12. Juli 2013 entsprechen.“

Fünfter Beschluss

Die Versammlung beschliesst Artikel 18 Abs. 8 um folgenden Wortlaut zu ergänzen und wie folgt neu zu fassen:

„Die Gesellschaft kann zudem (i) Derivate, Techniken und Instrumente in Bezug auf Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und sonstige zulässige Vermögenswerte verwenden, insofern dies zu einer effizienten Verwaltung des Portfolios geschieht und (ii) Derivate, Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der Verwaltung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu Absicherungszwecken nutzen.“

Sechster Beschluss

Die Versammlung beschliesst Artikel 27 wie folgt abzuändern:

„In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft zusammen mit dem AIFM einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 12. Juli 2013 vorgesehen ist.

Wenn laut den Rechtsbestimmungen eines Drittstaates vorgeschrieben ist, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer ortsansässigen Einrichtung verwahrt werden müssen und es keine ortsansässige Einrichtung gibt, die den Anforderungen des Gesetzes von 2013 genügen, kann die Depotbank sich von ihrer gesetzlichen Verantwortung befreien, sofern die im Gesetz von 2013 aufgeführten weiteren Bedingungen für eine solche Befreiung gegeben sind.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden.“

Siebter Beschluss

Die Versammlung beschliesst Artikel 31 wie folgt abzuändern:

„Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, das Gesetz vom 17. Dezember 2010 und das Gesetz vom 12. Juli 2013 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.“

Achter Beschluss

Die Versammlung beschliesst Telegramm und Telex als Kommunikationsmittel zu streichen.

Neunter Beschluss

Die Versammlung beschliesst aufgrund der obengenannten Beschlüsse, die Statuten der Gesellschaft neu zu fassen um Ihnen folgenden Wortlaut zu geben:

„Erster Abschnitt

Name, Sitz, Dauer und Gesellschaftszweck

Art. 1. Name und Rechtsform. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) gemäß Teil II des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 17. Dezember 2010") unter dem Namen "EUROCASH-FUND" (die "Gesellschaft").

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Verwaltungsrates sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland (jedoch nicht in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien und Besitztümern) errichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse sich ereignet haben oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Behebung dieser anormalen Umstände ins Ausland verlegt werden; diese provisorischen Maßnahmen haben jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Zweck. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr verfügbaren Gelder in Wertpapieren und/oder anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und mit dem Ziel der Beteiligung ihrer Aktionäre an den Erträgen aus der Verwaltung ihres Vermögens.

Die Gesellschaft kann im weitesten Sinne und im Rahmen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 und des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds („Gesetz vom 12. Juli 2013“) alle Maßnahmen ergreifen und alle Geschäfte durchführen, die sie im Rahmen der Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszweckes für angebracht erachtet.

Zweiter Abschnitt

Gesellschaftsvermögen, Aktien, Aktienwert

Art. 5 Gesellschaftsvermögen - Aktienklassen. Das Aktienkapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht jederzeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 11. Das gesetzliche Mindestkapital beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000).

Die Aktien, welche von der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Aktienklassen ausgegeben werden, um (i) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovisionen und/oder (ii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iii) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstigen Gebühren und/oder (iv) verschiedenen Kategorien von Anlegern und/oder (v) sonstigen Charakteristika zu entsprechen, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse wird angelegt, im Einklang

mit der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition), die für die jeweiligen Aktienklassen errichtet werden, bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen in Wertpapieren und/oder anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten.

Der Verwaltungsrat wird ein Portfolio von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds ("Teilfonds") im Sinne des Artikels 181 Absatz (1) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 darstellt und das für eine oder mehrere Aktienklasse(n) in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes Portefeuille ausschließlich zugunsten der jeweiligen Aktienklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten haften die Vermögenswerte eines Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensaktien durch eine Mitteilung an ihre, im Aktienregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Aktien der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Aktienklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in EURO umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf EURO lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Aktienklassen.

Art. 6. Form der Aktien.

1. Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob die Gesellschaft (in Zertifikaten oder/und einen Globalanteilschein verbriefte) Inhaberund/ oder Namensaktien ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in das Aktienregister eingetragen, welches bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Inhabers von Namensaktien, dessen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft, die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf Aktienbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

Der Eintrag des Namens des Aktionärs in das Aktienregister dient als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien. Die Gesellschaft wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Aktionär ausgestellt werden soll oder ob der Aktionär eine schriftliche Bestätigung über seinen Aktienbesitz erhält.

Sofern Inhaberaktien und Namensaktien ausgegeben werden, können, auf Antrag des Aktionärs, Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch die Ungültigerklärung der -gegebenenfalls über die Namensaktien ausgestellten - Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zugunsten einer "Ausgeschlossenen Person" (wie nachfolgend definiert) erfolgt und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberaktienzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Aktienregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch Ungültigerklärung der Inhaberzertifikate und gegebenenfalls durch Ausgabe von Aktienzertifikaten über Namensaktien an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Aktienregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtausches dem antragstellenden Aktionär belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberaktien und vor Umwandlung von Namensaktien in Inhaberaktien kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrates verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Aktien durch eine "Ausgeschlossene Person" (wie nachfolgend definiert) gehalten werden.

Aktienzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Aktienzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberaktien ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (i) sofern Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des oder der Zertifikate(s) an die Gesellschaft, welche diese Aktien repräsentieren, zusammen mit anderen Unterlagen, welche die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen und (ii) sofern keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, welche in das Aktienre-

gister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend vertretungsberechtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird in das Aktienregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Personen unterzeichnet.

3. Aktionäre, welche Namensaktien erhalten sollen, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Aktienregister eingetragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktienregister eingetragen wird und die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft zu gegebener Zeit einzutragenden Adresse geführt, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

4. Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhandengekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Aktienzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Aktienzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Aktienzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach eigenem Ermessen die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Aktienzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigkeitserklärung des ursprünglichen Aktienzertifikates getragen wurden, dem Aktionär auferlegen.

5. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktien im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an einer Aktie strittig ist, haben die betreffenden Personen, welche eine Berechtigung an einer solchen Aktie behaupten, einen einzigen rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie gegenüber der Gesellschaft zu benennen. Wird ein solcher Vertreter nicht benannt, ist die Ausübung der mit dieser Aktie verbundenen Rechte suspendiert.

6. Die Gesellschaft kann beschließen, Aktienbruchteile auszugeben. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Aktienklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberaktien werden Zertifikate nur über ganze Aktien ausgegeben; die Möglichkeit zur Ausgabe von Aktienbruchteilen in Form von Inhaberaktien bleibt davon unberührt.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Aktien einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungs- oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen der Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Aktien dem Aktienwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen im Verkaufsprospekt näher bestimmten, geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Verwaltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird im Verkaufsprospekt definiert.

Der Verwaltungsrat kann Zeichnungsanträge nach freiem Ermessen ganz oder teilweise zurückweisen.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch einen Wirtschaftsprüfer (Réviseur d'entreprises agréé) zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren oder sonstigen für die Gesellschaft zulässigen Vermögenswerten ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Vermögenswerte mit den Anlagezielen und der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen. Der Verwaltungsrat kann entscheiden, ob die Transaktionskosten einer solchen Einlage von dem betroffenen Aktionär oder der Gesellschaft getragen werden.

Art. 8. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Aktien festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche im Verkaufsprospekt festgelegt wird, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass

gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Aktienwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Dezimalstelle der entsprechenden Basiswährung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt wird.

Wenn des Weiteren an einem Bewertungstag, die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 9 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat im Verhältnis zu den innerhalb einer bestimmten Aktienklasse ausgegebenen Aktien festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft für erforderlich gehalten wird. Am nächstfolgenden Bewertungstag, beziehungsweise zum nächstfolgenden Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages werden diese Rücknahme- und Umtauschanträge vorrangig gegenüber anderen Anträgen abgewickelt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portefeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage im Verhältnis zu den existierenden Aktien der Gesellschaft und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Art. 9. Umtausch von Aktien. Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt, ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben oder eines anderen Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Aktienwertes der beiden betroffenen Aktienklassen bzw. des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag berechnet. Sollte der Bewertungstag der betroffenen Aktienklassen oder Aktien, in welche der Umtausch erfolgen soll, mit dem Bewertungstag der umzutauschenden Aktien oder Aktienklassen nicht übereinstimmen, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass der umgetauschte Betrag während der zwischen diesen beiden Bewertungstagen liegenden Zeit nicht verzinst werden.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Aktienwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird.

Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken, sofern dieses Eigentum an Aktien nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder sofern die Gesellschaft als Folge dieses Aktieneigentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile gewärtigen müsste (wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als "Ausgeschlossene Personen" bezeichnet werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Aktien und die Eintragung der Übertragung von Aktien verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an diesen Aktien zur Folge hätte;

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Aktionäre eingetragen ist oder welche die Übertragung von Aktien zur Eintragung im Register der Aktionäre wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien eines solchen Aktionärs bei einer Ausgeschlossenen Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an solchen Aktien zur Folge hätte;

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Generalversammlungen verweigern;

D. einen Aktionär anweisen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Ausgeschlossene Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Aktien ist. Sofern der Aktionär dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Aktionär alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen.

Der Preis, zu welchem jede derartige Aktie zurückgekauft wird ("Rückkaufpreis"), entspricht einem Betrag auf Grundlage des Aktienwertes pro Aktie der entsprechenden Aktienklasse an einem Bewertungstag oder zu einem Bewertungszeitpunkt während eines Bewertungstages, wie dieser vom Verwaltungsrat für die Rücknahme von Aktien an der Gesellschaft zuletzt vor dem Datum der Rückkaufmitteilung oder unmittelbar nach der Einreichung der (des) Aktienzertifikate(s) über die in dieser Rückkaufmitteilung aufgeführten Aktien ermittelt wurde, je nachdem, welcher Wert der niedrigere Wert ist, wobei die Ermittlung im Einklang mit den Bestimmungen gemäß Artikel 8 erfolgt, unter Abzug der in der Rückkaufmitteilung vorgesehenen Bearbeitungsgebühr.

Der Rückkaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Aktien in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Aktien der entsprechenden Aktienklasse vorgesehen Basiswährung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung) nach endgültiger Bestimmung des Rückkaufpreises bei Übergabe des bzw. der Aktienzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Rückkaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Rückkaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Aktien oder einzelnen Aktien hieraus zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Aktien, mit Ausnahme des Rechts, den Rückkaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Aktienzertifikate(s), wie vorerwähnt, von dieser Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, welche einem Aktionär nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Aktienklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Aktien unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Aktien nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

"Ausgeschlossene Person" nach der hier verstandenen Definition erfasst nicht solche Personen, welche im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Aktien zeichnen für die Dauer ihres Aktienbesitzes und auch nicht Wertpapierhändler, welche im Zusammenhang mit dem Vertrieb Aktien an der Gesellschaft zeichnen.

US-Personen wie nachfolgend definiert können eine besondere Kategorie von Ausgeschlossenen Personen darstellen.

Die Verwendung des Begriffs „US-Personen“ in dieser Satzung bezieht sich auf Staatsangehörige oder Ansässige in den Vereinigten Staaten von Amerika (einschließlich einer Gesellschaft, Partnership oder anderen juristischen Person, welche nach den Gesetzen der Vereinigten Staaten von Amerika errichtet sind oder in einem anderen der Gesetzgebung der Vereinigten Staaten von Amerika unterliegenden Gebiet existieren) oder ein Vermögen oder Trust, deren Einkommen unabhängig von deren Quelle der US-amerikanischen Bundessteuergesetzgebung unterliegen.

Bei Personen, die keine natürlichen Personen sind, bezeichnet der Begriff „US-Person“ (i) alle gemäß US-amerikanischem Recht oder dem Recht eines US-amerikanischen Bundesstaates gegründeten oder niedergelassenen Gesellschaften oder Partnerships oder sonstigen Rechtseinheiten, (ii) alle Trusts, sofern (a) ein US-amerikanisches Gericht die primäre Zuständigkeit für diese besitzt und (b) ein oder mehrere US-amerikanische Bevollmächtigte befugt sind, sämtliche wesentlichen Entscheidungen des betreffenden Trusts zu kontrollieren sowie (iii) alle Vermögen, (a) die hinsichtlich ihres weltweiten Einkommens unabhängig von dessen Ursprung der US-amerikanischen Einkommenssteuergesetzgebung unterliegen und (b) für die eine US-Person, die als Vollstrecker oder Verwalter eingesetzt wurde, über eine alleinige Vermögensverwaltungsvollmacht für alle Guthaben des Vermögens verfügt und keiner ausländischen Gesetzgebung unterworfen ist. Daneben bezeichnet der Begriff „US-Person“ alle hauptsächlich zu passiven Anlagezwecken gegründeten Rechtseinheiten wie z.B. Fonds („commodity pool“), Investmentgesellschaften oder vergleichbare Rechtseinheiten (mit Ausnahme von Pensionsfonds für Mitarbeiter, leitende Angestellte oder Führungskräfte von Rechtseinheiten, die außerhalb der Vereinigten Staaten gegründet wurden und dort ihren Hauptgeschäftssitz unterhalten), deren Gründung hauptsächlich den Zweck verfolgt, US-Personen die Anlage in einen Fonds („commodity pool“) zu erleichtern, deren Betreiber aufgrund der Tatsache, dass seine Teilnehmer keine US-Personen sind, von der Erfüllung bestimmter Vorschriften von Kapitel 4 der „United States Commodity Futures Trading Commission“ befreit sind. Der Begriff „Vereinigte Staaten“ bezeichnet die Vereinigten Staaten von Amerika (einschließlich aller Bundesstaaten und des District of Columbia) sowie deren Hoheitsgebiete und Besitzungen, die unter ihre Gerichtsbarkeit fallen.

Art. 11. Berechnung des Aktienwertes. Der Aktienwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der Basiswährung eines Teilfonds (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und in der Basiswährung der einzelnen

Aktienklassen, ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewertungstag beziehungsweise zu diesem Bewertungszeitpunkt an dem Bewertungstag, durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Aktienwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Basiswährung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Aktienwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Aktienwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- (1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsanteile.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) Alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- (b) Der Wert von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, welche auf einem geregelten Markt, einer Börse in einem Drittstaat oder auf einem anderen geregelten Markt (entsprechend der Definition im Verkaufsprospekt) notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an jenem Markt berechnet, welcher normalerweise der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.
- (c) Sofern ein Vermögenswert nicht auf einem geregelten Markt, einer Börse in einem Drittstaat oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche auf diesen Märkten notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in vorstehend (b) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- (d) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden wird auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung zuzüglich eventuell hierauf aufgelaufener Zinsen ermittelt.
- (e) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht auf einem geregelten Markt, einer Börse in einem Drittstaat oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche auf einem geregelten Markt, einer Börse in einem Drittstaat oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge auf dem geregelten Markt, der Börse in einem Drittstaat oder auf dem anderen geregelten Markt, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt.
- (f) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Spiegelt ein solcher Preis nicht den tatsächlichen Marktwert wider, wird dieser vom Verwal-

tungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Anteile an geschlossenen Zielfonds werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Börsenpreis bewertet.

(g) Sämtliche sonstige Wertpapiere oder sonstige Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Basiswährung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Basiswährung zu den zuletzt bei einer Großbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere anerkannte Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält; Rückstellungen für potentielle Rückkaufkosten von Optionen und für sonstige Verpflichtungen aus Optionen und Finanzterminkontrakten (Transaktionskosten, Provisionen, Clearing-Gebühren und dergleichen), wobei die Kurswerte aller noch offenen Optionen zu Settlement-Preisen der entsprechenden Terminbörse bewertet und eingestellt werden;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an den alternativen Investmentfonds Manager („AIFM“), den Investment Manager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Domizilier-, Verwaltungs-, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz sowie sonstige Kosten im Zusammenhang mit der Börseneinführung und -notierung, Gebühren an Zahlstellen und Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung und/oder Vertriebszulassung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratsitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Druckkosten für Aktienzertifikate, Kosten für die Einlösung der Ertragsscheine, Kosten für den Druck und die Ausgabe neuer Ertragsscheinbogen, Kosten für die Vorbereitung und Durchführung der Generalversammlungen der Aktionäre, die Kosten der Vorbereitung und Durchführung der Anlageausschusssitzungen, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post und Telefon. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen. Andere Kosten werden berechnet, sobald ihr Betrag feststellbar ist.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Für jede Aktienklasse wird der Verwaltungsrat wie nachstehend beschrieben einen Teilfonds errichten und für jeden Teilfonds können dementsprechend mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovisionen und/oder (ii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iii) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstigen Gebühren und/oder (iv) verschiedenen Kategorien von Anlegern und/oder (v) sonstigen Charakteristika zu entsprechen, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Aktienwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separates Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird;

(f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Nettovermögenswert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Aktienwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Aktienwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Basiswährung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Aktienwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag beziehungsweise zu dem entsprechenden Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Aktienwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Aktien. Im Hinblick auf jede Aktienklasse werden der Aktienwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Aktien von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat in einem, vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, zu welchem diese Berechnung vorgenommen wird, als "Bewertungstag" bezeichnet wird.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Aktienwertes einer bestimmten Aktienklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme von Aktien oder den Umtausch zwischen verschiedenen Aktienklassen einstellen:

(a) während einer Zeit, während der ein geregelter Markt, eine Börse in einem Drittstaat oder ein anderer geregelter Markt, an welchen ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, notiert oder gehandelt wird, an anderen Tagen als an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen ist oder wenn der Handel

in solchen Vermögenswerten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, beeinträchtigt;

(b) in Notfällen, wenn nach Einschätzung des Verwaltungsrates die Verfügung über Vermögenswerte oder die Bewertung von Vermögenswerten der Gesellschaft, welche dieser Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht vorgenommen werden können;

(c) während eines Zusammenbruchs von Kommunikationswegen oder Rechnerkapazitäten, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises oder des Wertes von Vermögenswerten einer solchen Aktienklasse eines Teilfonds oder im Zusammenhang mit der Kurs- oder Wertbestimmung auf einem Markt im Zusammenhang mit den der Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerten Verwendung finden;

(d) während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft nicht in der Lage ist, die notwendigen Mittel aufzubringen, um auf Rücknahmen der Aktien der Aktienklasse Zahlungen vorzunehmen, oder während welcher der Übertrag von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Aktien nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann;

(e) sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche einer Aktienklasse zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können;

(f) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Ladung zu einer außerordentlichen Generalversammlung zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft.

Jegliche Aussetzung in den vorgenannten Fällen wird von der Gesellschaft, sofern erforderlich, veröffentlicht und darüber hinaus den Aktionären mitgeteilt, welche einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Aktien, für welche die Aktienwertberechnung ausgesetzt wird, gestellt haben.

Eine solche Aussetzung im Zusammenhang mit einer Aktienklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Aktienwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Aktien einer anderen Aktienklasse haben.

Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Aktienwertes.

Dritter Abschnitt Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären anlässlich der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes kann die freiwerdende Stelle durch Beschluss der verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates vorläufig besetzt werden; die Aktionäre werden in diesem Fall bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 14. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich Geschäftsführer und beigeordnete Geschäftsführer sowie sonstige Angestellte, welche die Gesellschaft für erforderlich hält, für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennungen können jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates oder Aktionäre der Gesellschaft sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung haben die leitenden Angestellten die Rechte und Pflichten, welche ihnen vom Verwaltungsrat übertragen wurden.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 16. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 17. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

Der Verwaltungsrat ernennt einen externen AIFM im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013. Der AIFM ist berechtigt, die Erfüllung seiner Aufgaben an Dritte zu übertragen, solange diese Übertragung den Voraussetzungen des Gesetzes vom 12. Juli 2013 entsprechen.

Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Anlagen eines jeden Teilfonds können aus folgenden Vermögenswerten bestehen:

- a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten;
- b) Anteile an anderen OGA;
- c) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen bei Kreditinstituten;
- d) abgeleiteten Finanzinstrumenten ("Derivaten").

Als Ziel für die Anlagepolitik eines jeden Teilfonds kann bestimmt werden, dass ein bestimmter, von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannter, Aktien oder Schuldindex nachgebildet wird.

Die Gesellschaft kann vorgenannte Vermögenswerte insbesondere auf jedem geregelten Markt eines europäischen Staates, welcher Mitgliedstaat der Europäischen Union ist oder nicht, oder eines Staates in Amerika, Afrika, Asien, Australien oder Ozeanien erwerben.

Die Gesellschaft kann auch in Neuemissionen von Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten investieren, insofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zum Handel auf einem geregelten Markt, einem anderen geregelten Markt oder der Börse eines Drittstaates, so wie diese Begriffe im Verkaufsprospekt definiert sind, beantragt und dass diese Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Ausgabe erlangt wird.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Aktien der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

Anlagen eines jeglichen Teilfonds der Gesellschaft können unmittelbar oder mittelbar über hundertprozentig im Eigentum der Gesellschaft befindliche Tochtergesellschaften erfolgen, entsprechend der zu gegebener Zeit zu treffenden Entscheidung des Verwaltungsrates, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien der Gesellschaft beschrieben. Bezüge auf "Anlagen" und "Vermögenswerte" in dieser Satzung sollen dementsprechend entweder unmittelbar getätigte Anlagen oder unmittelbar für die Gesellschaft gehaltene Vermögenswerte oder solche Anlagen oder Vermögenswerte, welche mittelbar über die vorerwähnte Tochtergesellschaft für die Gesellschaft getätigt oder gehalten werden, bezeichnen.

Die Gesellschaft kann zudem (i) Derivate, Techniken und Instrumente in Bezug auf Wertpapiere, Geldmarktinstrumente und sonstige zulässige Vermögenswerte verwenden, insofern dies zu einer effizienten Verwaltung des Portfolios geschieht und (ii) Derivate, Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der Verwaltung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu Absicherungszwecken nutzen.

Art. 19. Interessenkonflikt. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 17. Dezember 2010.

Vierter Abschnitt **Generalversammlung - Rechnungsjahr - Ausschüttungen**

Art. 22. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre unabhängig von den Aktienklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Mittwoch des Monats März um 16.00 Uhr abgehalten.

Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg sein, so wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen in dem Aktienregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Memorial "Recueil des Sociétés et Associations", in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jede Aktie berechtigt, unabhängig von der Aktienklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 23. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse. Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Aktionäre einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 Absätze 2, 3, 7, 8, 9, 10 und 11 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen. Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettovermögenswert eines Teilfonds oder einer Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Wert gefallen ist oder diesen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse festgesetzt wurde sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Aktien der entsprechenden Aktienklasse(n) zum Aktienwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen. Die Gesellschaft wird die Inhaber der entsprechenden Aktienklasse(n) vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Zwangsrücknahme entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Rücknahme aufgeführt werden: die Inhaber von Namensaktien werden schriftlich informiert; die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberaktien durch Veröffentlichung in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen informieren. Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktionäre oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktionäre können die Aktionäre des betreffenden Teilfonds die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien vor Wirksamwerden der Zwangsrücknahme weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen).

Unbeschadet der vorherbeschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann eine Generalversammlung der Aktionäre einer oder aller an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Aktien der betreffenden Aktienklasse(n) (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und -kosten der Anlagen) zum Aktienwert des Bewertungstages, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurücknehmen und den Aktionären den Aktienwert ihrer Aktien ausbezahlen. Auf den Generalversammlungen der Aktionäre der betreffenden Teilfonds ist ein Anwesenheitsquorum nicht erforderlich und Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Nach Abschluss der Rücknahme der Aktien eines Teilfonds verbleiben die Erlöse für Aktien, die nicht ausgezahlt werden konnten für eine Frist von höchstens sechs Monaten ab dem Datum des Abschlusses des Verfahrens bei der Depotbank; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der Caisse de Consignation hinterlegt.

Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen ("Neuer Teilfonds") zuzuteilen und die Aktien der betroffenen Aktienklasse(n) als Aktien einer anderen Aktienklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu zu bestimmen. Diese Entscheidung wird in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen Monat vor ihrer Wirksamkeit veröffentlicht (und die Veröffentlichung wird Angaben zu dem Neuen Teilfonds enthalten), um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch ihrer Aktien zu ermöglichen.

Unbeschadet der vorstehend beschriebenen Befugnisse des Verwaltungsrates kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, eine Generalversammlung der Aktionäre der an einem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n) die Einbringung der diesem Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte und Verbindlichkeiten in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft beschließen, wobei für einen solchen Beschluss kein Anwesenheitsquorum erforderlich ist und die Verschmelzung mit der einfachen Mehrheit der auf einer solchen Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlossen werden kann.

Art. 25. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktienregister vermerkte Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberaktien erfolgt gegen Vorlage des Ertragscheins bei den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen oder in jeder anderen durch den Verwaltungsrat festgelegten Weise.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

Fünfter Abschnitt Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft zusammen mit dem AIFM einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 12. Juli 2013 vorgesehen ist.

Wenn laut den Rechtsbestimmungen eines Drittstaates vorgeschrieben ist, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer ortsansässigen Einrichtung verwahrt werden müssen und es keine ortsansässige Einrichtung gibt, die den Anforderungen des Gesetzes von 2013 genügen, kann die Depotbank sich von ihrer gesetzlichen Verantwortung befreien, sofern die im Gesetz von 2013 aufgeführten weiteren Bedingungen für eine solche Befreiung gegeben sind.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden.

Art. 28. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

Art. 29. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen unterliegt, geändert werden.

Art. 30. Begriffsbestimmungen. Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Aktionäre erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.

Art. 31. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, das Gesetz vom 17. Dezember 2010 und das Gesetz vom 12. Juli 2013 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.“

Da hiermit die Tagesordnungspunkte erschöpft sind, wurde die Versammlung geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: K. Kahstein, S. Ebert, V. Schmidt et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 mai 2015. Relation: 2LAC/2015/11893. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015086297/906.

(150098682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Enter Sake Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 195.578.

In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of May.

Before Us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared

the following (collectively hereinafter referred to as the "Shareholders"):

Olema Partners Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with its registered office at 25c, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191.768,

Minus Inc, a company incorporated in the Province of Ontario, Canada with its business address at 731 Walker Rd Windsor, ON N8Y 2N2, Canada, and registered with the Register of Ontario, Canada under number 88580 0896 RC0001, and

Mr William David Tigertt III, born in Sturgis, Michigan (United States of America) on January 4, 1974, with his professional address at 111 Wooster ST. #4B, New York, NY 10012 United States of America, a national of the United States of America,

each represented by Mr Frank Stolz-Page, with professional address in Mondorf-les-Bains,

by virtue of three (3) powers of attorney under private seal given on 20, 21 and 30 April 2015,

which shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The parties, represented as stated above, declared that they currently hold 12,500 shares, representing the entire issued share capital of Enter Sake Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, incorporated on 13 March 2015, by a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, with its registered office at 25c, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195.578 (the "Company"). The Company's articles of incorporation (the "Articles") have not been amended since its incorporation.

The appearing parties, represented as stated above, having recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To amend article 3 (Corporate Purpose) of the Articles, which shall forthwith read as follows:

"The purpose of the Company is the marketing and retailing of all kind of beverages, either alcoholic or non-alcoholic, and especially, wines and spirits as well as any kind of products related to wine tasting and oenology and incidentally food products.

In general, the Company may carry out any brokerage and representation operations, any commercial, industrial and financial transactions, acquire and hold direct or indirect stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, administer, develop and manage such shareholdings, invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind, and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose."

2. To acknowledge the resignation of Mr. Franz Duclos from his position as manager of the Company with effect as of the date hereof and to further grant discharge for the performance of his duties as manager to the above resigning manager, provided however that confirmation of such discharge is so resolved by the Shareholders when approving the annual accounts for the relevant financial periods.

3. To appoint Mr. Thomas Heymans, born in Schaerbeek, Belgium, on 15 May 1977 and residing professionally at 25c, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, as manager of the Company with effect as of the date hereof and for an undetermined period.

4. Miscellaneous.

Thereupon, the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders RESOLVED to amend article 3 (Corporate Purpose) of the Articles, which shall forthwith read as follows:

"The purpose of the Company is the marketing and retailing of all kind of beverages, either alcoholic or non-alcoholic, and especially, wines and spirits as well as any kind of products related to wine tasting and oenology and incidentally food products.

In general, the Company may carry out any brokerage and representation operations, any commercial, industrial and financial transactions, acquire and hold direct or indirect stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, administer, develop and manage such shareholdings, invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind, and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose."

Second resolution

The Shareholders RESOLVED to acknowledge the resignation of Mr. Franz Duclos from his position as manager of the Company with effect as of the date hereof and to further grant discharge for the performance of his duties as manager to the above resigning manager, provided however that confirmation of such discharge is so resolved by the Shareholders when approving the annual accounts for the relevant financial periods.

Third resolution

The Shareholders RESOLVED to appoint Mr. Thomas Heymans, born in Schaerbeek, Belgium, on 15 May 1977 and residing professionally at 25c, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, as manager of the Company with effect as of the date hereof and for an unlimited period.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand one hundred euro (EUR 1,100.00).

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the proxyholder of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of divergence between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, at the office of the undersigned notary, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatrième jour de mai.

Par devant Nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu

les personnes suivantes (ensemble ci-après dénommées les "Associés"):

Olema Partners Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 25c, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq-cents euros (12.500 EUR) et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.768,

Minus Inc, une société constituée dans la Province d'Ontario, Canada, ayant son siège social au 731, Walker Rd Windsor, ON N8Y 2N2, Canada, et enregistrée auprès du Registre d'Ontario, Canada sous le numéro 88580 0896 RC0001,

et

M. William David Tigertt III, né à Sturgis, Michigan (Etats-Unis d'Amérique) le 4 janvier 1974, ayant son adresse professionnelle à 111, Wooster ST. #4B, New York, NY 10012, Etats-Unis d'Amérique, citoyen des Etats-Unis d'Amérique; chacun représenté par Monsieur Frank Stolz-Page, ayant son adresse professionnelle à Mondorf-les-Bains, en vertu de trois procurations sous seing privé données en date des 20, 21 et 30 avril 2015, qui seront annexées au présent acte aux fins de l'enregistrement.

Les parties, représentées comme indiqué ci-dessus, déclarent détenir 12.500 parts sociales, représentant l'intégralité du capital social émis d'Enter Sake Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, régie par les lois de Luxembourg, constituée le 13 mars 2015, par un acte du notaire instrumentant, pas encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, ayant son siège social à 25c, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, avec un capital social douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.578 (la "Société"). Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, déclarent avoir pleine connaissance des résolutions devant être prises sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modifier l'article 3 (Objet Social) des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

"La Société a pour objet la commercialisation et la vente au détail de toutes sortes de boissons, alcoolisées ou non-alcoolisées, et en particulier, de vins et spiritueux ainsi que de tous produits liés à la dégustation de vins et à l'oenologie et accessoirement de produits alimentaires.

De façon général, la Société peut effectuer toute opération de courtage et de représentation, toute opération commerciale, industrielle ou financière, acquérir et détenir des participations directes ou indirectes, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, administrer, développer et gérer ces participations, investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme, et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de son objet social."

2. Prendre connaissance de la démission de M. Franz Duclos de son poste de gérant de la Société avec effet à la date des présentes et d'octroyer ensuite décharge au gérant démissionnaire susmentionné pour l'exercice de ses fonctions de gérant, sous réserve toutefois que les Associés décident de confirmer cette décharge lors de l'approbation des comptes annuels pour l'exercice concerné.

3. Nommer M. Thomas Heymans, né à Schaerbeek, Belgique, le 15 mai 1977 et demeurant professionnellement à 25c, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de gérant de la Société avec effet à la date des présentes et pour une période indéterminée.

4. Divers.

Par la suite, les Associés ont pris les décisions suivantes:

Première résolution

Les Associés ONT DECIDE de modifier l'article 3 (Objet Social) des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

"La Société a pour objet la commercialisation et la vente au détail de toutes sortes de boissons, alcoolisées ou non-alcoolisées, et en particulier, de vins et spiritueux ainsi que de tous produits liés à la dégustation de vins et à l'oenologie et accessoirement de produits alimentaires.

De façon général, la Société peut effectuer toute opération de courtage et de représentation, toute opération commerciale, industrielle ou financière, acquérir et détenir des participations directes ou indirectes, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, administrer, développer et gérer ces participations, investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme, et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de son objet social."

Deuxième résolution

Les Associés ONT DECIDE de prendre connaissance de la démission de M. Franz Duclos de son poste de gérant de la Société avec effet à la date des présentes et d'octroyer ensuite décharge au gérant démissionnaire susmentionné pour l'exercice de ses fonctions de gérant, sous réserve toutefois que les Associés décident de confirmer cette décharge lors de l'approbation des comptes annuels pour l'exercice concerné.

Troisième résolution

Les Associés ONT DECIDE de nommer M. Thomas Heymans, né à Schaerbeek, Belgique, le 15 mai 1977 et demeurant professionnellement à 25c, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de gérant de la Société avec effet à la date des présentes et pour une période indéterminée.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ mille cent euros (EUR 1.100).

Le notaire instrumentant, qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Mondorf-les-Bains, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et demeure, ce mandataire a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 8 mai 2015. GAC/2015/3972. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015086263/164.

(150098350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

ElleGé LGIT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1110 Findel, Aéroport de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 172.488.

EXTRAIT

Par décision de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 4 mai 2015:

La démission de Mr. Laurent JOSSART de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 4 juillet 2014 et la cooptation de Mr. Marc SCHROEDER par le conseil d'administration de la société du 4 juillet 2014 en tant qu'administrateur en remplacement de Mr. Laurent JOSSART a été approuvée.

Les mandats d'administrateurs de MM. Adrien NEY, Michel FOLMER, et Marc SCHROEDER, ont été renouvelés pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Il a été décidé de mettre fin au mandat de réviseur agréé confié à PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, ayant son siège social à L-2182 Luxembourg, 2 rue Gerhard Mercator et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-65 477.

Il a été décidé de nommer, en tant que réviseur agréé, la société ERNST & YOUNG, Société Anonyme, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 47771 jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ElleGé LGIT S.A.

Michel FOLMER

Référence de publication: 2015086256/23.

(150098959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

ElleGé S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2987 Findel, Aéroport de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 170.312.

—
EXTRAIT

Par décision de l'assemblée générale des actionnaires tenue le 4 mai 2015:

La démission de Mr. Laurent JOSSART de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 4 juillet 2014 et la cooptation de Mr. Marc SCHROEDER par le conseil d'administration de la société du 4 juillet 2014 en tant qu'administrateur en remplacement de Mr. Laurent JOSSART a été approuvée.

Les mandats d'administrateurs de MM. Adrien NEY, Michel FOLMER, et Marc SCHROEDER, ont été renouvelés pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Il a été décidé de mettre fin au mandat de réviseur agréé confié à PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, ayant son siège social à L-2182 Luxembourg, 2 rue Gerhard Mercator et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-65 477.

Il a été décidé de nommer, en tant que réviseur agréé, la société ERNST & YOUNG, Société Anonyme, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 47771 jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes annuels 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ElleGé S.A.

Michel FOLMER

Référence de publication: 2015086257/23.

(150098830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Emery Kaze Company, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 181.946.

—
L'agent domiciliataire COGITO SERVICES Sàrl, Experts comptables, résilie avec effet immédiat la domiciliation suivante:

Société: EMERY KAZE COMPANY S.A.

Immatriculation: B 181.946

Adresse de la domiciliation: 11 avenue de la Gare L-1611 Luxembourg

Domiciliataire:

COGITO SERVICES Sàrl, Experts comptables

Luxembourg, le 09/06/2015.

COGITO SERVICES SARL

Jean-Paul FELIX

Expert-comptable

Référence de publication: 2015086258/17.

(150098595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Encore Plus Properties II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.546.900,00.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 2, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 111.140.

—
In the year two thousand and fifteen, on the twenty-seventh of May.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

AVIVA INVESTORS LUXEMBOURG S.A., a société anonyme, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 25.708,

acting in its capacity as a management company for and on behalf of Encore +, a Luxembourg fonds commun de placement, established pursuant to part II of the Luxembourg Law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment as amended from time to time,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on May 20th, 2015.

Said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- The appearing party is acting in its capacity as sole shareholder (the Sole Shareholder) of Encore Plus Properties II S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 111.140 and having a share capital of one million five hundred twenty-five thousand nine hundred euro (EUR 1,525,900) (the Company).

- The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated October 5th, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 258 on February 4th, 2006. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated April 30th, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- The agenda is as follows:

1. To increase the Company's subscribed capital by an amount of twenty-one thousand Euro (EUR 21,000.-) so as to raise it from its current amount of one million five hundred twenty-five thousand nine hundred Euro (EUR 1,525,900) to one million five hundred forty-six thousand nine hundred Euro (EUR 1,546,900) by issuing two hundred and ten (210) new shares having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each, having the same rights and privileges as the existing shares and entitlement to dividends as from the day of the decision of the Sole Shareholder resolving on the proposed capital increase.

2. To subscribe for these new shares and to accept payment in full for such new shares by a contribution in cash.

3. To amend Article 5 of the Articles of Association, in order to reflect the above resolutions.

4. To amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above resolutions.

5. Any other business.

Then the Sole Shareholder representing the entire share capital took the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of twenty-one thousand Euro (EUR 21,000) in order to bring it from its present amount of one million five hundred twenty-five thousand nine hundred Euro (EUR 1,525,900) to one million five hundred forty-six thousand nine hundred Euro (EUR 1,546,900) by way of the issuance of two hundred and ten (210) new shares, having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each, having the same rights and privileges as the existing shares and entitlement to dividends as from the day of the decision of the Sole Shareholder resolving on the proposed capital increase.

Subscription - Payment

AVIVA INVESTORS LUXEMBOURG S.A., acting in its capacity as a management company for and on behalf of Encore +, here represented as stated above,

declares to subscribe to all of the two hundred and ten (210) new shares with a par value of one hundred Euro (EUR 100) each, and fully paid up in cash so that the total amount of twenty-one thousand Euro (EUR 21,000) is at the disposal of the Company, as has been proven to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to amend the first sentence of article 5 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5. Issued Capital. (first sentence).** The issued share capital of the Company is set at one million five hundred forty-six thousand nine hundred Euro (EUR 1,546,900) divided into fifteen thousand four hundred and sixty-nine (15,469) shares, each having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100), all of which are fully paid-in”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorises any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-sept mai.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

AVIVA INVESTORS LUXEMBOURG S.A., une société anonyme, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 25.708,

agissant en qualité de société de gestion au nom et pour le compte de Encore +, un fond commun de placement luxembourgeois, établi conformément à la partie II de la loi du 17 décembre 2010 relative aux instruments d'investissement collectifs comme modifiée,

ici représenté par Madame Corinne PETIT, employée, de résidence professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg le 20 mai 2015.

Ladite procuration, après signature «ne varietur» par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- La partie comparante agit en sa qualité d'associé unique (l'Associé Unique) de Encore Plus Properties II S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 2, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 111.140 et disposant d'un capital social de un million cinq cent vingt-cinq mille neuf cents euros (1.525.900.- EUR) (la Société).

- La Société a été constituée suivant un acte de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, daté du 5 octobre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 258 du 4 février 2006. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par le notaire instrumentaire, daté du 30 avril 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- L'ordre du jour est le suivant:

1. Augmentation du capital social souscrit à concurrence de vingt et un mille euros (21.000.- EUR) pour le porter de son montant actuel de un million cinq cent vingt-cinq mille neuf cents euros (1.525.900.- EUR) à un million cinq cent quarante-six mille neuf cents euros (1.546.900.-EUR) par l'émission de deux cent dix (210) nouvelles parts sociales de cent euros (100.- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts existantes et donnant droit aux dividendes à compter du jour de la décision de l'associé unique d'augmenter le capital social.

2. Souscription des nouvelles parts et acceptation de la libération intégrale par apport en espèces.

3. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les résolutions précédentes.

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les résolutions précédentes.

5. Divers.

Ensuite, l'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de vingt et un mille euros (21.000.- EUR) afin de le porter de son montant actuel de un million cinq cent vingt-cinq mille neuf cents euros (1.525.900.- EUR) à un million cinq cent quarante-six mille neuf cents euros (1.546.900.- EUR), par l'émission de deux cent dix (210) nouvelles parts sociales de la Société, ayant une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts existantes et donnant droit aux dividendes à compter du jour de la décision de l'associé unique d'augmenter le capital social.

Souscription - Libération

AVIVA INVESTORS LUXEMBOURG S.A., agissant en qualité de société de gestion au nom et pour le compte de Encore +, ici représentée comme indiquée ci-dessus,

a déclaré souscrire à toutes les deux cent dix (210) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que le montant de vingt et un mille euros (21.000.- EUR) est à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique décide de modifier la première phrase de l'article 5 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social émis. (1^{ère} phrase).** Le capital social est fixé à un million cinq cent quarante-six mille neuf cents euros (1.546.900.-EUR) divisé en quinze mille quatre cent soixante-neuf (15.469) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, toutes entièrement libérées.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société, agissant individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges incombant à la société suite à cet acte sont estimées approximativement à mille quatre cents euros (1.400.- EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente qu'à la requête de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française. A la requête de la même comparante, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, dressé et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 mai 2015. 2LAC/2015/11883. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Référence de publication: 2015086261/151.

(150098287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

TTF Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 161.596.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015082835/11.

(150094666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Tenaris S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 85.203.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2015.
Certifié sincère et conforme
Pour *Tenaris S.A.*
Adélia Soares

Référence de publication: 2015084361/13.

(150096212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Taaglux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 66.366.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015084356/10.

(150096253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Noosphere S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8449 Steinfort, 3, rue des Sports.

R.C.S. Luxembourg B 135.912.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 05/06/2015.

Référence de publication: 2015084187/10.

(150096539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

ND Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 8.510.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 123.400.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juin 2014.

Référence de publication: 2015084190/10.

(150096229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Promotions et Participations International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 84.453.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2015.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2015084256/12.

(150096737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.
